

AVANT-PROPOS

Ce document, produit par un ou plusieurs chercheurs de l'Université Savoie Mont Blanc dans le cadre du Grand [La]BO, retranscrit un regard indépendant.

L'un des objectifs du projet est d'amener un éclairage extérieur sur Le Grand-Bornand.

Le Conseil Municipal peut ne pas toujours partager les observations et conclusions des chercheurs.

Par volonté de transparence et d'ouverture, les éléments réceptionnés, issus du travail des chercheurs et des étudiants, sont diffusés sans intervention municipale.

AGRICULTURE ET ALIMENTATION

Véronique PEYRACHE-GADEAU, Odile JOLY – Zoé GERMA (stagiaire), Florentin MOENNE-LOCCOZ
(assistant-ingénieur)

L'activité agricole est considérée ici comme étant centrale pour aborder la transition écologique, au sein du territoire et à toutes les échelles, elle est en lien avec les enjeux majeurs que doivent affronter les sociétés : sécurité alimentaire, santé, réchauffement climatique et perte de la biodiversité.

Diagnostic sur la capacité de transition de l'agriculture

Le passé agricole de polyculture-élevage du Grand-Bornand a longtemps permis d'entretenir la relation de cette communauté à son environnement, son mode de vie et ses conditions de survie par son alimentation. Au cours du XX^{ème} siècle l'hyperspécialisation dans la production fromagère a profondément modifié ces liens. Certes le choix n'a pas été celui d'une agriculture intensive comme dans d'autres territoires de montagne, mais la valorisation d'une spécificité productive a propulsé le milieu agricole dans un monde de concurrence et de compétitivité, l'a coupé de son rôle nourricier localement et l'a amené à une relation strictement fonctionnelle avec son environnement quant à l'usage des ressources en eau et en herbe notamment. Aujourd'hui, ce modèle productif rencontre des difficultés nombreuses, que l'on propose de décrire en deux étapes : sous l'angle des spécificités et évolutions, puis des risques et vulnérabilités économiques et sociales.

Les spécificités de l'agriculture locale et ses évolutions

Une agriculture dédiée à la production fromagère sous AOP : l'évolution vers une intensification des pratiques

Le choix d'une organisation productive centrée sur une identité de produit a été fait au milieu du XX^{ème} siècle³ ; comme dans d'autres zones de montagne elle a déterminé la trajectoire d'une agriculture revendiquant son rôle dans le territoire, soucieuse de préserver ses savoir-faire et, avec eux, les paysages et éléments patrimoniaux et culturels associés à l'agropastoralisme. Cette orientation a permis aux exploitations de valoriser la production laitière et les ressources en prairies

³ Rappel : l'AOC Reblochon est créée en 1958

herbagées par une appellation d'origine (AOC–AOP Reblochon). Au cours des années 1980, au sein de l'AOP, la production de Reblochon laitier a connu une véritable explosion en volume, commercialement promu comme « fromage à tartiflette ». Le Reblochon fermier quant à lui, jouit désormais d'un rôle de produit de qualité supérieure sur les marchés locaux et haut de gamme. Le cahier des charges de l'AOP a intégré, en appui à cette distinction, des dispositions spécifiques aux ateliers laitiers et aux ateliers fermiers⁴. Cette organisation productive clairement différenciée recouvre aujourd'hui en fait l'existence d'une large diversité de systèmes de production en fonction de l'importance historique de certaines exploitations, de l'implantation en altitude, et du niveau d'équipement (depuis la production fermière en alpage avec vente directe jusqu'à l'élevage laitier sans estive et avec robot de traite et livraison du lait hors coopérative). Par ailleurs, le caractère saisonnier de la production (avec une production laitière plus importante au printemps) a progressivement fait l'objet d'une régulation par le Syndicat Interprofessionnel du Reblochon ; une régulation qui s'opère aussi à travers une relative diversification des productions fromagères. Cette trajectoire d'élargissement de la gamme de produits, qui conduit parfois à renoncer à la production de reblochons, et de commercialisation en circuit court, relève d'une recherche de nouveaux revenus via une intensification en travail et reste encore très minoritaire.

Ce modèle productif reconnu, qui a assuré une viabilité économique, plutôt supérieure à ce qu'elle peut être dans d'autres territoires de production laitière, sur presque 3 générations, a ancré durablement l'activité dans son contexte territorial, dit de terroir, et a contribué à son développement, et de fait à son identité. Mais il a fait basculer l'activité agricole dans un régime d'intensification : la logique productive, associée à la modernisation des outils techniques, les investissements induits et le régime des aides européennes ont imposé un accroissement de la taille des troupeaux (ils ont doublé sur les 3 dernières décennies) et la recherche de surfaces en herbe, et donc de foncier. Ici, comme ailleurs, la concurrence sur des ressources limitées engage désormais la viabilité des exploitations et se traduit par la disparition de nombreuses d'entre elles⁵ concomitamment à l'accroissement de la surface agricole moyenne des exploitations restantes⁶. Les vulnérabilités qui en résultent sont développées ci-après.

⁴ « Dispositions spécifiques à la fabrication en ateliers laitiers : Le lait doit être collecté au minimum une fois par jour. L'emprésurage est réalisé avec le lait des deux dernières traites consécutives au maximum. L'emprésurage de la première cuve de la journée doit intervenir dans un délai maximum de vingt-quatre heures après la traite la plus ancienne (...) »

Dispositions spécifiques à la fabrication fermière : la transformation doit être effectuée sur le lieu de l'exploitation principale ou sur le lieu de l'exploitation d'alpage ; la fabrication des fromages doit intervenir deux fois par jour, aussitôt après la traite, sans qu'aucune réfrigération ne soit appliquée au lait mis en œuvre ; la production totale du lait produit sur l'exploitation doit être inférieure à 500 000 litres par an. (...) » (Cahier des Charges à disposition sur le site https://www.inao.gouv.fr/show_texte/4311)

⁵ Le nombre d'exploitations est passé de 120 en 1988 à 54 en 2010 soit une évolution de -55% (Agreste-Crater)

⁶ la surface moyenne par exploitation est donc passée de 25 ha en 1988 à 46 ha en 2010 soit une évolution de +84% (Agreste-Crater : <https://crater.resiliencealimentaire.org/diagnostic/le-grand-bornand/indicateurs/superficies-exploitations>)

Un agropastoralisme en concordance avec le maintien d'un environnement spécifique de montagne mais soumis à nombreuses pressions

L'AOP Reblochon, en favorisant une activité pastorale fondée de longue date sur la montée en estive des vaches laitières⁷, a permis de maintenir des pratiques d'entretien d'espaces de prairies herbagées riches en écosystèmes spécifiques à l'environnement de montagne. Ces espaces, valorisés par l'AOP, structurent un paysage organisé en alternance de zones végétales de forêts, d'alpages et de zones minérales caractéristiques de la haute montagne. Les alpages constituent dans cet ensemble des espaces ouverts et aisément accessibles qui restent fortement attractifs pour les pratiques touristiques l'hiver (ski) comme l'été (randonnée). De fait, ces espaces sont donc soumis à divers enjeux : gestion de la biodiversité (notamment cohabitation des troupeaux avec la faune sauvage), maintien des équilibres entre zones sous l'effet des évolutions liées au changement climatique (modification de l'étagement forestier, recul des glaciers, perte en eau et en herbe) et de l'évolution des pratiques touristiques (VTT, randonnée toutes saisons). Ces enjeux pèsent sur les pratiques agro-pastorales qui sont rendues difficiles alors même que le maintien de ces espaces de pâturage est présenté comme crucial : d'une part ils permettent d'améliorer l'impact environnemental de l'élevage en termes de capacité de captage du carbone (shift project⁸), d'autre part ils participent aussi à garantir la viabilité économique des exploitations dédiées au reblochon fermier : compatibles avec les principes de l'agroécologie, les pratiques agropastorales permettent de limiter les consommations d'intrants. La fabrication fromagère fermière, fondée en partie sur la production en alpage, apporte ainsi une réelle valeur ajoutée soutenue par la vente directe et l'accueil à la ferme. Cependant, ceux-ci tendent à reculer, signe que cette culture agrotouristique, qui a été une autre spécificité locale, est aujourd'hui confrontée plus largement à une position de retrait d'une partie des agriculteurs quant à leur implication dans l'économie touristique locale.

Vulnérabilités économiques, sociales et environnementales d'une agriculture en posture de repli

L'activité agricole, telle qu'elle est organisée au sein de la filière Reblochon, reste particulièrement importante à l'échelle des Aravis et du Grand Bornand tout particulièrement. Mais les pertes en nombre d'exploitations ces dernières décennies se traduisent par une baisse de la part des agriculteurs dans la population et de leur capacité à compter comme force sociale et politique. Et de l'avis même des agriculteurs, les signes de fragilité se multiplient, tant sur le plan économique, social, qu'environnemental.

⁷ « La ration de base est constituée au minimum de 50% d'herbe pâturée durant la période estivale » (Cahier des Charges à disposition sur le site https://www.inao.gouv.fr/show_texte/4311)

⁸ « La séquestration de carbone dans les prairies est essentielle à l'atteinte des objectifs nationaux de neutralité carbone » (Shift project, 2022 p.16)

Vulnérabilités socio-économiques

L'augmentation de la taille des exploitations (des troupeaux, et, corrélativement, des besoins en fourrage et en eau, et de la charge de travail), et les pertes en nombre de ces exploitations induisent des tensions sur les moyens humains, financiers et fonciers pour les exploitants.

Dans la filière de production de Reblochon fermier, les ressources humaines et financières sont désormais en porte à faux avec la tenue d'un cahier des charges qui impose une double traite (matin et soir) et une transformation fromagère immédiate. Certains agriculteurs appellent au passage à une seule transformation quotidienne mais cette évolution dans la production atténuerait les différences avec la fabrication du reblochon laitier, et pourrait porter préjudice à la valorisation de la production fermière. Ce pourquoi d'autres agriculteurs ne veulent pas en entendre parler.

La déstabilisation de la filière locale du Reblochon laitier suite à l'arrivée de l'industrie agro-alimentaire via le groupe Pochat & fils/Lactalis (rachat de la coopérative Verdannet en juillet 2022) est significative des tensions qui la traversent. Celle-ci se divise aujourd'hui entre ceux qui acceptent de travailler avec Pochat & fils/Lactalis et ceux qui se positionnent en résistance à ce qu'ils perçoivent comme un risque d'entrer sous la dépendance de l'agro-industrie laitière, et de trahir ce qui fait le « cœur du métier ».

Dans un autre registre, des témoignages d'agriculteurs expriment leurs difficultés face au développement de l'économie touristique, laquelle est au Grand-Bornand motrice pour le développement local. Les difficultés ressenties sont de deux ordres :

Les premières concernent la transmission du capital patrimonial (coût d'entretien des chalets sièges d'exploitation ou en alpage) et du maintien de la surface agricole utile, voire de l'accès à de nouveaux espaces fonciers. L'accroissement des surfaces construites sous l'influence de la dynamique touristique⁹, les concurrences foncières vis-à-vis d'autres usages (résidentiel, routier, loisirs etc.) propres à cette dynamique, accentuent la hausse de la valeur foncière, et compliquent le fonctionnement des fermes dans la vallée.

Les secondes concernent les relations avec les touristes, de plus en plus nombreux, qui se tendent : en alpage, les pratiques touristiques « de pleine nature » (VTT, randonnée, parapente, ...) combinées par exemple avec un afflux de voitures qui se « garent n'importe où » perturbent la conduite des troupeaux, génèrent des nuisances et provoquent une attitude sur la défensive des alpagistes.

⁹ **La capacité d'hébergements s'est considérablement accrue et la commune affiche un potentiel de 24 000 lits touristiques** Source : <https://www.legrandbornand.com/hebergement-location-reservation-vacances.html>

La montée des questions environnementales de diverses natures perçues comme des contraintes

Le rapport des agriculteurs aux touristes se tend d'autant plus que ces derniers se font l'écho – très violemment parfois, via le recours aux réseaux sociaux par exemple – d'un certain nombre de considérations pro-environnementales (bien-être animal, véganisme, gestion des effluents, respect de la biodiversité...) plus ou moins compréhensibles, qui viennent amplifier le sentiment de disqualification de leur profession. Ce sentiment de disqualification sur la scène sociale, combiné au sentiment d'une instrumentalisation de l'activité agricole à des fins d'accueil touristique sans réel gain de valorisation, rend difficile la « cohabitation » avec l'activité touristique, jusqu'au sentiment d'être « chassés » du territoire. Certains agriculteurs évoquent ainsi le poids du regard sociétal sur leurs pratiques agricoles que des visiteurs accueillis à la ferme relayent, au point de les dissuader de poursuivre cet accueil et la vente directe qui lui est associée. Ces producteurs disent se désengager, « faute de temps » certes (inhérente à l'intensification de leur activité) mais aussi d'envie de rendre des comptes sur leurs pratiques. Le contexte nourrit donc localement chez une bonne partie des agriculteurs, une faible réceptivité aux enjeux de transition écologique.

D'autant plus que, bien que les pratiques agropastorales soient favorables à une bonne intégration des activités d'élevage reconnues comme typiques et compatibles avec la préservation des milieux de montagne, les problématiques environnementales sont nombreuses et perçues comme contraignantes pour le fonctionnement des exploitations : gestion des épandages, collecte du lactosérum, contribution à la diminution des Gaz à Effets de Serre, enjeu de stockage du carbone, respect de la biodiversité et des paysages naturels.

Par ailleurs, l'élevage agropastoral et la transformation associée à la production du Reblochon restent des activités vulnérables aux conditions sanitaires¹⁰. Notamment, la cohabitation des troupeaux avec la faune sauvage présente des risques d'anthropozoonose. Des cas de contamination de Brucellose ont été avérés en 2012 puis en 2021¹¹.

Au total les ressentis exprimés notamment à l'occasion de l'atelier de diagnostic partagé, interrogent la difficulté des agriculteurs à se projeter comme acteurs d'une évolution du milieu agricole au Grand-Bornand et plus largement comme parties prenantes d'une transition écologique. Ceci, malgré une conscience aiguë quant aux difficultés nouvelles associées au changement climatique (cause de sécheresse et d'incertitudes liées aux aléas plus nombreux) et aux problématiques liées au manque d'eau (fig.1).

¹⁰ Qu'il soit laitier ou fermier, le Reblochon, à pâte pressée non cuite et croûte lavée, fabriqué à partir de lait cru, reste un produit particulièrement sensible aux risques de contamination bactériologique et donc très exigeant en termes de contrôles sanitaires.

¹¹ Cette année encore l'ANSE a engagé un dispositif de lutte contre la brucellose des bouquetins dans les massifs du Bargy et des Aravis et de surveillance des cheptels de ruminants estivant dans le massif des Aravis. cette année encore l'ANSE a engagé un dispositif de lutte contre la brucellose des bouquetins dans les massifs du Bargy et des Aravis et de surveillance des cheptels de ruminants estivant dans le massif des Aravis.

Plusieurs contraintes climatiques majeures...

- Allongement de la période de végétation
- Variabilité climatique accrue
Printemps décalé / disponibilité des ressources
- Des gels tardifs
Après démarrage de la végétation

▼

Végétations pastorales
*Variation de quantité,
qualité, périodes de
mobilisation*

- Moins de stock de neige
Des années avec fonte précoce
- Probabilité plus importante de sécheresse
hydrologique
- Irrégularités des niveaux de précipitation ?
(+ décalage dans le temps?)

▼

Ressource en eau
(abreuvement, traite,
transformation)
*Risque d'épuisement
saisonnier*

... des impacts importants sur les ressources (biomasse, biodiversité, eau...)

Fig 1 source AGATE – C. Chaix 2023

Ces vulnérabilités, ressenties par les agriculteurs eux-mêmes questionnent –les questionnent sur– le rôle et la place de l'agriculture dans le territoire, la pérennité des exploitations et du patrimoine que celles-ci incarnent, et se traduisent par **un repli du milieu agricole sur lui-même** : un repli hors de l'accueil touristique notamment, et aussi un repli sur le monde agropastoral, ses pratiques, ses valeurs et, conséquemment, une faible ouverture à de nouvelles pratiques agricoles. D'où une résistance à la diversification des productions ou à l'implantation d'autres pratiques agricoles (maraichère notamment) dans ce contexte foncier tendu.

Diagnostic sur la résilience alimentaire

Définition de la **résilience alimentaire** (selon les Greniers d'abondance)

« Capacité d'un système alimentaire et de ses éléments constitutifs à garantir la sécurité alimentaire au cours du temps, c'est-à-dire à nourrir une population, malgré des perturbations variées et non prévues ».

La notion de résilience alimentaire territoriale ouvre vers la recherche de solutions pour envisager des formes de cohabitation entre des filières qui ont de longue date valorisé les ressources locales et des productions durables et de nouvelles formes de production susceptibles de répondre aux besoins alimentaires des populations qui doivent être encouragées.

La perte du rôle nourricier de l'agriculture localement et la position de retrait quant à l'accueil à la ferme prive les agriculteurs de leur légitimité sociale dans un contexte de montée des demandes en matière d'alimentation de qualité et locale.

Au Grand Bornand l'accès à l'alimentation dépend essentiellement du réseau de distribution agro-alimentaire établi à des échelles supra locales, ce qui la caractérise par une faible capacité de résilience alimentaire. Cette situation est partagée par de nombreuses zones de montagne et engage la responsabilité des acteurs politiques et économiques face aux dépendances et vulnérabilités induites.

L'accès à l'offre alimentaire au Grand Bornand

Le développement touristique joue un rôle déterminant dans l'offre alimentaire de la commune et reste peu adapté aux besoins d'une population résidente à l'année. L'offre reste peu diversifiée malgré la présence de nombreux restaurants et épiceries spécialisées. Les périodes d'ouverture et les services des commerces sont adaptés à la saisonnalité d'une clientèle touristique et orientés vers une offre qualifiée de « typique de montagne » (essentiellement à base de fromages et charcuterie) qui serait attendue. Pour autant, l'affichage « produits régionaux », dont l'origine reste difficile à identifier, ne peut être assimilée à une offre de production locale.

Au quotidien, c'est à l'échelle de la communauté de communes des Vallées de Thônes que l'offre de distribution alimentaire s'organise à partir d'un réseau de supermarchés implantés à proximité des principaux axes de communication et qui impose aux habitants l'accès à une mobilité autonome.

Les attentes pour une meilleure résilience alimentaire

L'atelier alimentation « *S'alimenter au Grand Bornand... parlons de nos pratiques, de nos difficultés et de nos initiatives* » qui s'est tenu le 21 mars 2023 a permis de recueillir les témoignages d'habitants en matière d'alimentation et d'expériences d'approvisionnement en circuits courts de

proximité et d'identifier des pistes de travail qui signalent des attentes fortes localement vers une alimentation de proximité et de qualité¹².

Les éléments du diagnostic pour lesquels les participants n'ont pas eu de difficulté à tomber d'accord concernent la capacité à se nourrir localement qui, selon eux, n'est plus ce qu'elle était : l'agriculture s'est spécialisée et ne nourrit plus localement. On se nourrit principalement aujourd'hui au Grand Bornand à partir des grandes surfaces ; même si les marchés restent attractifs, il manque des maraichers locaux, un marché de producteurs, c'est-à-dire une réelle offre de proximité. En saison, avec la présence des touristes, l'offre alimentaire reste peu diversifiée malgré la présence de nombreux restaurants et commerçants. Ce qui est relevé pour l'essentiel est le problème du manque d'offre en légumes et fruits ; le bio notamment est trop rare. Les participants soulignent également le problème du manque de terrains disponibles pour une production plus diversifiée ; la question de la maîtrise foncière est cruciale pour permettre cette diversité et générer des opportunités d'installation en maraichage.

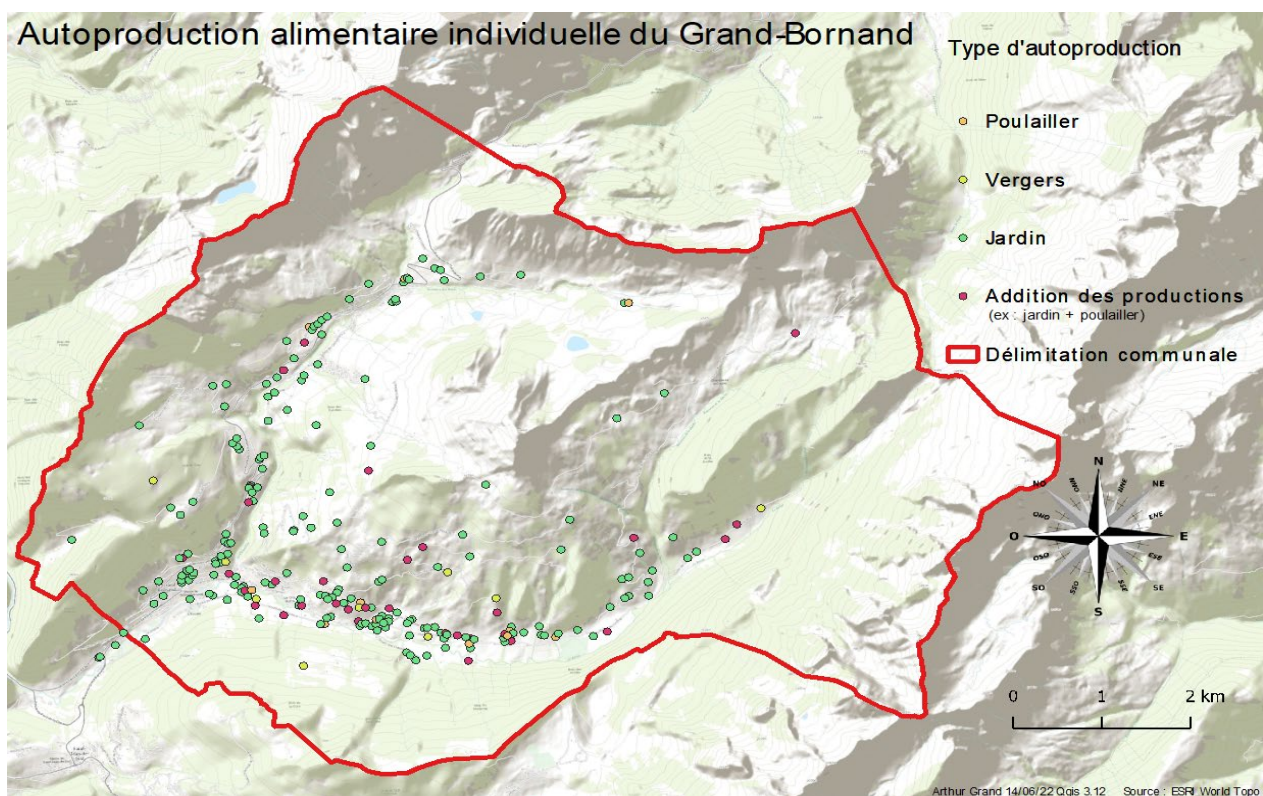
Ces mêmes participants perçoivent en même temps le potentiel d'espaces qui pourraient être convertis (retrouvés ?) en terres de cultures et de vergers. Il y existe localement une tradition culturelle de l'autonomie alimentaire, par le jardinage, l'entretien d'arbres fruitiers, de connaissances et savoir-faire qu'il faut sauvegarder et développer. On convient de l'importance de pouvoir acheter en vente directe à la ferme mais ce sont essentiellement des produits laitiers et de la viande, il faut donc recourir à d'autres solutions pour faire venir d'autres productions et diversifier son alimentation.

Enfin deux points ont été évoqués : d'une part concernant la question de la gestion qui pourrait être faite des surplus de production dans les potagers et les vergers ; et d'autre part la question de l'alimentation à la cantine de l'école où l'on manque encore de produits locaux et en bio. Des efforts ont été entrepris dans ce sens mais il faut les poursuivre et intéresser les parents d'élèves à cette question.

La capacité d'autoconsommation par la production potagère : une spécificité à valoriser

La tradition des jardins potagers reste importante au Grand Bornand avec plus de 250 jardins recensés (couvrant une surface évaluée à 1,3 hectare). En tant qu'objets ancrés dans le paysage, inscrits dans la pente, parfois sans délimitation claire, ils entretiennent des interdépendances complexes avec la biodiversité. Le changement climatique ces dernières années suscite d'ailleurs une évolution des pratiques des cultures potagères : paradoxalement, le réchauffement des températures et les hivers moins longs ont favorisé de nouvelles possibilités de cultures.

¹² Ces témoignages ont par ailleurs été confirmés par les entretiens effectués par les étudiants en Licence 2 sociologie auprès des habitants



Localement les jardins conservent une importante fonction nourricière et jouent aussi un rôle social

- En favorisant une autoconsommation élargie par les échanges entre voisins ou au sein des familles par les dons et trocs de légumes, de plants et de graines.
- Par la transmission des pratiques et des savoir-faire, entre générations, entre habitants, ils participent d'une culture à la fois partagée et évolutive.

Les facteurs de résistance et leviers en faveur d'une transition écologique

Dans le milieu agricole la reproduction intergénérationnelle d'idéaux de vie et de travail

Les jeunes de parents-agriculteurs ont été interrogés afin de connaître leurs perspectives d'avenir en agriculture, leurs inquiétudes, ainsi que les pratiques agricoles envisagées. À la suite de ces

Les **projets alimentaires territoriaux** (PAT) ont pour objectif de relocaliser l'agriculture et l'alimentation dans les territoires en soutenant l'installation d'agriculteurs, les circuits courts ou les produits locaux dans les cantines. Issus de la Loi d'avenir pour l'agriculture qui encourage leur développement depuis 2014. Ils sont élaborés de manière collective à l'initiative des acteurs d'un territoire (collectivités, entreprises agricoles et agroalimentaires, artisans, citoyens etc.). (<https://agriculture.gouv.fr/quest-ce-quun-projet-alimentaire-territorial>)

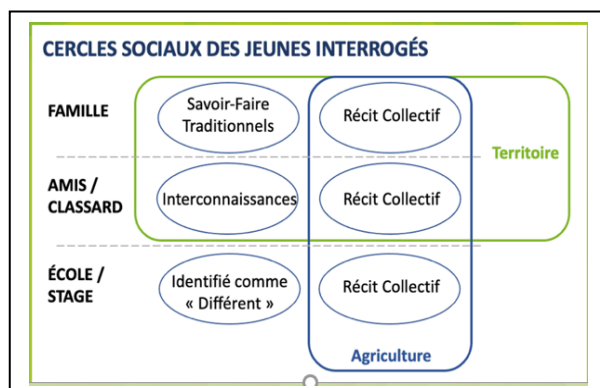
entretiens réalisés auprès de 14 jeunes qui s'inscrivent dans une perspective de reprise ou de lancement d'activité agricole, il en ressort une forte homogénéité dans leurs projections, alignée au discours parental. On retrouve ainsi une faible réceptivité aux enjeux de transition, et, de facto, peu voire aucune adaptation à un environnement « dérégulé » dans leurs perspectives agricoles. Il s'agit ici de la principale fragilité identifiée. Pour mieux comprendre en quoi

le manque d'ouverture à d'autres activités/adaptations est ici une résistance à une transition écologique, il est nécessaire de prendre en compte le processus de socialisation dans lequel ces jeunes se trouvent.

Les jeunes interrogés sont amenés à se construire une destinée en fonction des possibles du territoire. Ils cultivent un sentiment d'appartenance très fort au village du Grand Bornand, nourri d'abord par une transmission familiale de savoir-faire traditionnels (en matière de fabrication de reblochon).

De plus, à travers les classards, les jeunes tissent un réseau d'interconnaissances très

fort, et là encore très implanté au sein du territoire. Ces liens véhiculent un récit collectif du village, hérité, participant à la construction d'une identité collective. Pour renforcer ce sentiment d'appartenance, ils sont identifiés par les autres agriculteurs conventionnels, au sein de leurs lieux de formation, comme étant « différents », dû à leurs spécificités (faible nombre de bêtes, peu d'automatisation, montée en alpage...). Cependant, à l'école comme dans les autres cercles sociaux, les jeunes profitent d'un récit collectif sur l'agriculture, participant à la construction d'une destinée commune. Ainsi, ce processus de socialisation agit en tant que puissant moteur de reproduction intergénérationnelle – faisant par ailleurs la richesse d'un village authentique grâce à



ses spécificités territoriales, ce qui est un atout dans une logique de mise en concurrence sur le marché du tourisme. Cependant, il produit également du conformisme, pouvant aller jusqu'à une forme de pression sociale, ce qui, dans une perspective de transition écologique, relève d'une résistance à la genèse de nouveaux possibles.

Processus de socialisation :

L'ensemble des processus d'apprentissage et d'intériorisation de normes, de valeurs et de rôles, qui façonnent l'individu selon les cercles sociaux dans lesquels il est amené à évoluer.

La diversification des activités agricoles en faveur de la reterritorialisation des productions maraîchères

Des initiatives impulsées par les politiques publiques et par les habitants se multiplient dans les Aravis et au sein des Vallées de Thônes, comme dans bien d'autres territoires de montagne, pour répondre aux attentes en faveur d'une alimentation de qualité et de proximité. Les collectivités agissent dans un contexte où l'alimentation prend une place importante dans le débat public et en conformité avec le cadre réglementaire (loi d'Avenir pour l'Agriculture 2014 à l'origine des Projets Alimentaires territoriaux et loi Agriculture et Alimentation (Egalim) de 2018). Une partie des agriculteurs diversifient leur production car il s'agit d'un autre moyen pour valoriser le lait. Des activités maraîchères commencent à apparaître en adoptant diverses stratégies pour s'ancrer localement. Les entretiens conduits avec certains maraîchers pointent la nécessité de varier les cultures pour être moins vulnérables et dépendants et aussi pour mieux valoriser les bénéfices issus de la biodiversité et l'envie de produire et de vendre localement pour « faire vivre le territoire ». Du côté des consommateurs la volonté est de défendre des petits producteurs et une culture paysanne, d'accéder à des produits de saison, cultivés selon des pratiques éthiques de respect de l'environnement et des producteurs et des engagements entre manger bio et/ou local.

La possibilité d'une « ambiance territoriale » favorable aux initiatives de transition

L'**ambiance territoriale** conditionne le déploiement de projets en faveur de la transition écologique. La multiplicité des formes d'engagement des habitants et acteurs du territoire fait la force des initiatives locales. La pluralité des raisons qui poussent les personnes à s'engager reflète la diversité des domaines sur lesquels il est nécessaire d'agir pour une vie plus soutenable et heureuse.

Le défi de se donner localement des perspectives communes

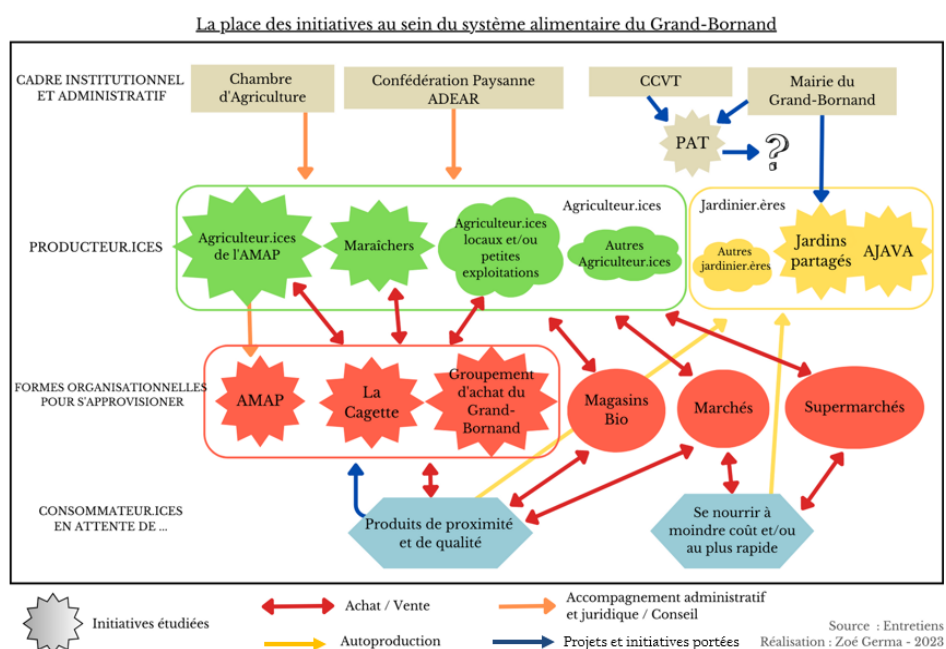
Conjointement aux actions de diversification, des initiatives d'approvisionnement en circuit-court et d'autoproduction se mettent en place. **Un certain nombre de personnes agissent en faveur d'une transition alimentaire, en tant que porteurs de pratiques de cultures nouvelles ou expérimentales, créateurs d'initiatives de groupement d'achat, adhérents à une AMAP, ou à une association de jardiniers.**

Ces initiatives ne sont pas isolées. Elles s’ancrent au sein de l’espace social dans lequel la majeure partie des habitants se connaissent et tissent des liens. L’imbrication de ces initiatives crée des réseaux d’acteurs – agissant parfois côte à côte, parfois ensemble – engagés d’une manière ou d’une autre sur les questions alimentaires. Si les acteurs ne partagent pas tous les mêmes motivations, leurs actions ont en commun de proposer une alternative dans le système alimentaire territorial ou d’œuvrer pour préserver une agriculture plus proche de la paysannerie que de l’agro-industrie. Ils sont appelés aussi à interagir avec les autres acteurs du Système Alimentaire Territorial.

Les enjeux d’une gouvernance alimentaire territoriale

La gouvernance alimentaire territoriale est « l’ensemble des processus de coordination des acteurs autour de l’alimentation à l’échelle territoriale, visant à favoriser leur organisation et limiter l’atomisation des initiatives touchant aux systèmes alimentaires » (Billion et al., 2016). Dans ce cadre, des acteurs aux motivations et modes d’actions différents peuvent se rencontrer autour d’enjeux communs.

Les consommateurs voulant s’alimenter avec des produits de proximité et de qualité ont créé de nouvelles formes organisationnelles pour s’approvisionner. Ces initiatives influencent à leur tour les modes de production en rentrant en contact direct avec les producteurs au sein des circuits de proximité. Les consommateurs sont donc des acteurs du système alimentaire et doivent avoir leur place dans la gouvernance alimentaire territoriale. A l’échelle du Projet Alimentaire Territorial porté par la Communauté de Communes des Vallées de Thônes cette gouvernance ne semble pas encore s’être développée puisqu’aucune coordination n’est mise en place. Cependant, les initiatives ont pour la majeure partie d’entre elles d’ores et déjà réussi à s’ancrent sur le territoire (voir la figure ci-dessous).



Les initiatives et les formes d'engagement en matière d'approvisionnement et de production participent au processus de transition écologique au Grand-Bornand en redéfinissant les manières de consommer, de produire et de vivre ensemble. Elles œuvrent pour un changement du système alimentaire mondial vers une alimentation plus durable, ce qui est l'un des leviers de la transition. Une vision systémique des problématiques écologiques émerge ; ces initiatives pouvant constituer un point de départ pour réfléchir collectivement aux modalités d'une transformation de nos modes d'habiter.

Sources : Enquêtes – Stages et Ateliers participatifs

Les constats et analyses proposés sont issus de différentes enquêtes réalisées au cours des années 2021-22 et 2022-23 et d'échanges lors de deux ateliers auxquels ont participé des agriculteurs et des habitants le 21 mars 2023 au Grand Bornand.

Les enquêtes étudiants Licence

- Stages terrain des étudiants de Licence Professionnelle AGROECOTEM octobre 2021 et octobre 2022
- Enquêtes au Grand Bornand et dans la CC des Vallées de Thônes : Entretiens sur rendez-vous et enquête agriculteurs et commerçants à partir de guides d'entretien semis directifs sur la connaissance du système agricole et alimentaire local (à l'échelle de la commune) et territorial (à l'échelle de la CCVT) pour contribuer à un premier diagnostic des forces – faiblesses et enjeux de l'agriculture sur la commune du Grand Bornand
- Enquête sur l'autoproduction alimentaire dans les jardins individuels et sur les Infrastructures agro-écologiques : entretiens avec les habitants et observation des jardins et paysage écologique.
- Enquête des étudiants en L2 Sociologie auprès des habitants du Grand Bornand sur leurs perceptions de l'évolution de leur mode de vie (agriculture, tourisme, alimentation...) au sein de la commune (6 février et 29/30 mars 2023)

Les stages étudiants Master et mission

- « La place des agriculteurs au Grand-Bornand » – Lucie Cagnard-Rignanese (nov. 2021– juin 2022)
- « S'alimenter dans une commune de montagne agricole et touristique » – Léo Deschamps (avr-juil 2022)
- « Comment agir pour une alimentation durable dans un espace de montagne où l'agriculture ne nourrit pas localement ? Analyse à partir d'initiatives en matière d'approvisionnement et de production alimentaire au Grand-Bornand (Haute-Savoie) » – Zoé Germa (avril –juillet 2023)
- « Enquête auprès des enfants d'agriculteurs » – Mission Florentin Moenne-Loccoz (mai-juin 2023)

Les ateliers participatifs

- **L'atelier Agriculture** s'adressait aux professionnels du monde agricole, et notamment à celles et ceux qui ont reçu les étudiants de l'université Savoie Mont-Blanc et ont répondu à leurs questions sur leur vécu en tant qu'agriculteur/trice, et leurs perceptions du milieu agricole du Grand-Bornand. L'atelier visait à partager les principaux constats issus de ces

enquêtes menées en 2022, afin d’amorcer une réflexion sur les modalités d’une transition vers une agriculture soutenable pour tous, et en premier lieu, acceptable aux yeux des agriculteurs/trices qui participaient à cet atelier. Ouvert à toutes les formes d’agricultures, l’atelier a réuni finalement huit agriculteurs et agricultrices de la filière bovin-lait et un apiculteur. En cela, les participants à l’atelier reflètent bien l’agriculture prédominante au Grand-Bornand, une agriculture presque exclusivement tournée vers l’agro-pastoralisme et la production de lait et de fromages.

- **L’atelier Alimentation** s’adressait à des personnes localement engagées dans des projets qui touchent à l’alimentation, et aux habitants qui ont signalé sur le site de la commune leur intérêt pour ce sujet⁷ ou qui ont reçu les étudiants de l’Université Savoie Mont-Blanc et ont répondu à leurs questions sur leurs pratiques alimentaires ou encore leurs pratiques de jardinage. Il a été l’occasion de présenter ces résultats d’enquête et de réfléchir en commun sur les problèmes rencontrés par les habitants du Grand Bornand pour s’alimenter comme ils le voudraient et les solutions qu’ils mettent, ou souhaitent mettre, en place.